LA NATION

journal vaudois

Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.



Le numéro: 3 fr. 50. Abonnement annuel: 80 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 35 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

L'Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud communique

Le monde repousse l'Eglise à la périphérie du village. Alors, pour éviter la rupture et mieux se faire entendre, l'Eglise se met à parler le langage de celui qui la repousse, recourant notamment aux procédés modernes de la communication, de la «com'». Cette obstination missionnaire est fondée, mais la forme choisie n'est pas sans ambiguïté.

D'abord, le fond n'est jamais totalement séparé de la forme. On ne peut pas parler de tout dans n'importe quel langage. On ne peut par exemple exprimer sa foi dans un langage qui, comme celui du marxisme, exclut a priori l'existence de Dieu. Le langage de la publicité convient-il à l'œuvre missionnaire? C'est un langage nécessairement changeant, car l'effet de surprise est tôt usé. Il est aussi, sciemment, superficiel, souvent désinvolte. Or, tout l'essentiel de la foi porte sur le fondamental, le permanent, le vrai. Comment présenter une religion qui parle du péché originel, de la résurrection du Christ et du Jugement dernier dans une rhétorique qui gambade à la surface des choses?

La communication, c'est toute la communication, et pas seulement les accroches spectaculaires, telle l'exposition de cercueils vides lors des fêtes de Pâques de cette année à l'église de Saint-Laurent. La communication, c'est aussi le message que l'accroche est censée précéder. Elle n'a de sens que si le communicateur assure le suivi en profondeur. Et le suivi d'un coup médiatique ne saurait se réduire au simple enchaînement des coups suivants, annonçant perpétuellement un message qu'on n'ose jamais délivrer, tant il est décalé par rapport à l'accroche.

Le risque n'est donc pas négligeable qu'on reste à mi-chemin, que la personnalité du communicateur prenne le pas sur le message proprement dit et qu'il se satisfasse de recevoir une bonne note de communication de la part des professionnels de la branche. En fait, le bon communicateur n'interfère pas, il est anonyme et vit dans les coulisses.

Saint Paul avait tenté un joli coup de com' en annonçant aux Athéniens qu'il leur parlerait de ce dieu inconnu auquel eux-mêmes avaient érigé un autel. Mais quand il en vint à la Résurrection, «nous t'entendrons là-dessus une autre fois» dirent-ils en se moquant de lui¹.

Il faut aussi savoir maîtriser sa com'. Quand l'église de Saint-Laurent, encore elle, annonce sur une grande affiche qu'elle propose un culte «autrement», ça n'a de signification que pour ceux qui connaissent le culte ordinaire, lesquels, soit dit en passant, ne désirent pas forcément changer. Quant au non-pratiquant lambda, cible principale de l'opération, quelle information supplémentaire cet «autrement» lui apporte-t-il, à propos d'une pratique qu'il ne connaît de toute façon pas?

L'«autrement» du culte ne devraitil d'ailleurs pas être recherché dans l'approfondissement du message plutôt que dans la modification des manières de capter l'attention?

Pour que l'effort missionnaire dure, il faut qu'à ce mouvement vers l'extérieur corresponde une vie intérieure vigoureuse qui le nourrisse et l'inspire. Est-ce vraiment notre cas? Ne sommesnous pas en train d'ériger une pyramide sur la pointe, avec une pratique religieuse réduite et une recherche de notoriété exténuante, coûteuse et, finalement, sans lendemain?

«J'ai gardé ceux que tu m'as donnés, et aucun d'eux ne s'est perdu »²: l'Eglise a pour charge première d'entretenir la foi des fidèles, y compris celle des trop nombreux intermittents de la pratique. Ce serait une grande légèreté de sa part de les considérer comme acquis une fois pour toutes et de réduire les cultes réguliers, le catéchisme, le culte de l'enfance au profit d'un investissement excessif dans des opérations de com'.

de communication de la part des professionnels de la branche. En fait, le de vouloir utiliser les moyens du monde moderne pour se faire accepter par lui selon ses critères, pour qu'il condescende à la juger utile et, finalement, l'embrigade à titre de supplétif éthique. La com' de l'Eglise n'a de sens que si elle va en sens inverse. Il ne s'agit pas pour elle de se faire accepter par le monde, mais de dire au monde en général et au monde moderne en particulier ce qu'il doit faire et changer pour être lui-même acceptable.

L'Eglise serait plus à l'aise, et d'ailleurs plus percutante, en choisissant ses thèmes de choc dans son bagage biblique et théologique plutôt que dans l'attirail publicitaire. Ils ne manquent certes pas. Elle pourrait, par exemple, affirmer publiquement que la prétention de l'homme à la maîtrise totale du monde, sa cupidité et son indifférence à autrui sont exacerbées plutôt que combattues par l'individua-

lisme égalitaire qui fonde les droits de l'homme. Ou alors, elle pourrait attirer l'attention sur le fait que l'évolutionnisme, quand il est présenté comme une explication définitive de l'histoire du monde, est ni plus ni moins qu'une religion immanentiste qui s'ignore. Ou encore suggérer que si «tout pouvoir vient de Dieu»³, le principe de la souveraineté du peuple est sérieusement relativisé.

Là, oui, ce serait de jolis coups de com', avec des accroches qui accrocheraient vraiment et déboucheraient tout naturellement sur ces questions choquantes pour le monde d'aujourd'hui, et que l'Eglise est la seule à pouvoir lui poser.

OLIVIER DELACRÉTAZ

- ¹ Actes 17:22–32.
- ² Jean 17:12.
- ³ Rom. 13:1.

Soli Deo Gloria

«La vie réduit l'homme en tant de pièces, que je ne connais pas de tâche plus sérieuse que de l'aider par la musique à reconstituer son intégrité spirituelle» S. G.

Dimanche. C'est le jour du Seigneur. Et ce dimanche-là, il y eut un grand événement musical et religieux au Festival de Lucerne: l'exécution de la *Passion et Résurrection selon saint Jean* de Sofia Goubaïdoulina. Pendant près de trois heures, cette Passion réveille en lourdes nappes étales des forces telluriques inouïes depuis *Le Sacre du Printemps*. La musicienne allume de ténébreux incendies, brise les rochers par la fureur de ses orages sonores, soulève des vents noirs. Parce que l'histoire de l'homme et celle de sa Rédemption est une histoire terrible.

La performance quasi athlétique des exécutants (soli, chœur, orchestre et orgue) fut justement applaudie. mais il était patent que les acclamations s'adressaient aussi à l'œuvre: lorsqu'on aperçut la compositrice trottiner sur la scène, comme une vieille dame qui va acheter du mou pour son chat, ce fut, dans un déchaînement indescriptible, une ovation debout de quelque cinq minutes. Nous étions bouleversés par cette humble et menue octogénaire qui nous avait conduits avec tant de conviction au Golgotha; qui nous avait montré la Lumière du matin de Pâques; qui nous avait expliqué la folie de ces événements.

Au début du XXI^e siècle, Sofia Goubaïdoulina prend tout naturellement la succession de Jean-Sébastien Bach, de Frank Martin, de Krzysztof Penderecki. Comme eux, elle sait accorder le jeu de la musique et celui des forces cosmiques qui nous dépas-

sent. Une fois encore, le génie du Christianisme s'exprime à travers une œuvre d'art puissante. Dieu, toujours imprévisible, a choisi comme vecteur une petite femme, née de parents athées au fond du Tatarstan sous Staline; son grand-père était mollah.

Telles étaient les réflexions qui animaient notre conversation sur le chemin du retour. Hélas, la gloutonnerie du V6 (Cuore sportivo!) de mes amis interrompit ces propos et nous obligea à un arrêt à la pompe. Pendant le ravitaillement, j'avisai, dans un pré à l'écart, un père et ses deux fils (seize et dix-sept ans) qui avaient déployé un tapis et s'étaient déchaussés. Ils psalmodiaient de lentes prières et se prosternaient profondément à intervalles réguliers, très indifférents aux activités qui se déroulaient sous les néons et les enseignes publicitaires voisins. Mon premier mouvement fut hostile, sans doute à cause de mon éducation calviniste: on ne prise guere les demonstrations publiques de la foi, dans lesquelles on a tôt fait de déceler la part

Mais rapidement mon sentiment changea et je me pris de sympathie pour cette famille unie, toute tendue vers les choses d'en haut. Quel contraste avec les vacanciers fébriles, occupés à gonfler des pneus, à gratter des moustiques sur le pare-brise, pressés de rentrer à Leyde, à Oslo, à Hambourg. J'admirai qu'on puisse prier avec tant de naturel et de ferveur dans un lieu si incongru. Et quel bonheur de rencontrer des gens pour qui l'oraison quotidienne est manifestement le centre de gravité de leur existence.

C'était une famille ordinaire. Combien de chrétiens ordinaires en feraient autant?

JEAN-BLAISE ROCHAT

Entretiens du mercredi

Ces entretiens ont lieu le mercredi à 20h00 dans nos locaux de la Place Grand-Saint-Jean 1 à Lausanne. L'entrée est libre.

Prochains rendez-vous:

26 septembre: Les rivières vaudoises, contexte et enjeux. A la découverte

de nos berges et courants, avec **Philippe Hohl**, chef de la division «Lac, rivières, crues et débits»

de l'administration cantonale.

3 octobre: De quelques difficultés de la langue française: théorie

et travaux pratiques, avec Jacques Perrin, enseignant

et rédacteur à La Nation.

10 octobre: Droits politiques communaux: propositions de réformes,

avec Claude-Alain Voiblet, secrétaire général de l'UDC-VD,

ancien président du Conseil communal lausannois.

L'avenir du français et la revanche des «littéraires»

Quand les débats publics portent sur l'apprentissage des langues, il semble qu'il faille les étudier toutes avec le plus grand zèle, sauf le français. L'anglais est révéré pour son efficacité; certains parents portugais veulent que leurs enfants entretiennent la langue maternelle aux frais des écoles cantonales; la connaissance de l'allemand promeut, paraît-il, la cohésion prétendument «nationale» des Helvètes: même les Genevois se mettent au suisse allemand! La maîtrise du chinois promet des affaires commerciales juteuses. Et apprenez l'arabe, on ne sait jamais!

N'allez pas croire que l'opinion respecte les langues pour elles-mêmes! Afin d'épargner aux jeunes «apprenants» les affres de l'étude, une néolangue universelle ferait l'affaire, une sorte d'espéranto qui se constituerait spontanément. Nous y arrivons, trop lentement aux yeux des «communicants» enragés.

A quoi peut servir un professeur de français? N'enseigne-t-il pas une langue presque morte, rongée par l'anglais de cinq cents mots, livrée au laxisme langagier des «people», des artistes «citoyens», des politiciens «proches des gens» dont les journalistes s'emploient à «décrypter» les propos «historiques» et répercutent sans se lasser le discours multiculturaliste, que même les locuteurs les moins doués peuvent tenir dans n'importe quelle langue.

La partie n'est pourtant pas perdue. Evitons la rhétorique – le plus souvent dépourvue de sens politique – des désespérés qui se plaisent à habiter une forteresse dont ils ne cessent d'annoncer la chute imminente.

Certains parents osent encore espérer que leurs enfants sauront, à l'issue de leurs études, lire et écrire un français

compréhensible voire, pour les plus ambitieux, élégant. Les maîtres se doivent d'accomplir la mission que les parents d'élèves leur confient, quelque défavorables que soient les conditions.

Il existait autrefois plus d'illettrés qu'aujourd'hui; l'art de bien lire et de bien écrire a toujours été cultivé par un petit nombre de personnes. L'ennui est que les puissants du jour, à de rares exceptions et contrairement à la bourgeoisie du début du siècle dernier, ne témoignent aucun souci du beau langage. Du moment que, servis par les nouvelles technologies, ils savent communiquer, autrement dit mentir, du moment que leurs décisions impactent les populations sans défense et génèrent des profits, du moment qu'ils trouvent le personnel flexible qu'ils ont besoin, aucun reproche ne les atteint: Y a pas de sou-

De petits groupes obscurs se voient contraints de conserver ce que les élites négligent: la langue française, patrimoine inépuisable qui survit, malgré les apparences. La langue est notre premier bien commun, elle nous unit et fonde la communauté en l'exprimant. «Je voudrais exprimer», dit Aimé Pache dans le roman éponyme de Ramuz, avant de peindre le Dragon vaudois. Exprimer, c'est mettre en forme un chaos de sensations et de passions, ou organiser des brouillons de pensées, car il n'existe aucune réflexion qui ne serait pas formulée. Les mots précèdent la pensée, c'est pourquoi il importe d'«enrichir son vocabulaire», comme on dit à l'école. Selon le philosophe Wittgenstein, «les limites de ma langue sont les limites de mon monde». Crier, gesticuler, danser, peindre (comme Aimé Pache) ou chanter sont d'autres moyens d'exprimer, même si Stravinsky pensait que la musique n'exprime rien, ce qui se

Le besoin d'«exprimer» est essentiel à l'âme humaine. L'école doit satisfaire cet élan primitif. Le langage articulé en mots indique la voie royale, car il permet non seulement de s'approprier ce qui existe, mais aussi de réfléchir aux autres moyens d'expression et de les développer.

On a beaucoup dit qu'il faut permettre aux enfants de «s'exprimer»; les babas s'imaginaient que l'expression laissée à elle-même libère l'enfant d'on ne sait quelle prison sociale. Ce n'est pas la fin que l'école poursuivra en priorité. Les élèves s'exprimeront s'ils parviennent à exprimer quelque chose en acquérant les outils que la langue leur offre.

Les maîtres de français visent à ce que les enfants sachent bien lire et écrire. Cette tâche est infinie. La langue comporte des niveaux et des registres multiples. Taper cinq mots sur son téléphone portable ne requiert pas le même apprentissage que la rédaction d'un procès-verbal. Celle-ci demande à son tour moins d'énergie que la composition d'un poème ou d'un essai philosophique. L'enseignement actuel du français s'uniformise par souci d'égalité. C'est à diversifier les approches qu'il faudrait songer. Dès le plus jeune âge, les élèves ne manifestent pas tous les mêmes aptitudes ni le même goût pour l'expression. Si nous apprêtions un aliment pour chaque appétit? Par les temps qui courent, les «littéraires» affamés (souvent des filles dans les petites et moyennes classes), manifestant un don pour l'expression écrite et la compréhension des œuvres, traités d'«intellos» par leurs camarades, sont isolés et ne reçoivent pas suffisamment à manger.

Dans sa classe de collège ou de gymnase, le maître de français peut toujours compter sur trois ou quatre élèves qui se saisiront du flambeau des belles lettres. Il doit veiller sur eux car ils sont fragiles. Aucun prestige n'est plus attaché aux études littéraires; les «lettreux», quasi privés de grec et de latin, compléments nécessaires, sont comme des passagers clandestins sur le paquebot scolaire où les «scientifiques» et les «économiques», constituant le gros de l'équipage, président à la manœuvre.

Par bonheur, les nouvelles techniques de communication remettent l'écrit à la mode. La maîtrise de la langue peut redevenir une compétence recherchée, voire un enjeu vital. La multiplication des échanges a répandu sur le globe les commentaires délirants et les analyses sommaires. La langue de bois libérale-socialiste, les mensonges des publicitaires, les discours vides sur les droits de l'homme, les valeurs et la démocratie, les fictions imaginées pour influencer les comportements et les choix électoraux (le storytelling des Anglo-Saxons) nous asservissent.

Pour distinguer parmi les messages transmis ceux qui éclairent notre compréhension du monde au lieu de la brouiller, nous aurons besoin de la précision, de la clarté d'esprit et de la sensibilité au beau que confère l'étude approfondie de la langue française affinée par les siècles, travaillée par des générations d'artistes et de poètes, vivifiée sur les cinq continents par des locuteurs de chair et de sang.

Notre langue maternelle deviendra une arme d'auto-défense contre la novlangue mondiale. Le langage de l'âme s'opposera à celui des cerveaux sans corps.

JACQUES PERRIN

Retour sur une affirmation

Dans l'article que nous avons écrit (La Nation nº 1936, du 9 mars) sur le sujet du suicide assisté et sur la demande d'EXIT de pouvoir l'exercer à sa façon, ainsi que sur le contre-projet du Grand Conseil destiné à encadrer et limiter cette pratique, nous avons utilisé une expression qui déplaît toujours à nombre de nos contemporains. Il nous fallait qualifier l'acte du suicide en luimême, sa valeur morale, avant de discuter de ses applications, et nous avons repris pour ce faire la déclaration faite lors de la consultation par les représentants de l'Eglise catholique, disant que «le suicide est un péché mortel».

Ce n'est pas sans difficulté ni débat intérieur qu'on peut se permettre d'utiliser un terme pareil; on ne peut s'empêcher d'avoir présentes à l'esprit toutes les douleurs insupportables qu'éprouvent de nombreux malades; arrivés au bout de leur résistance physique, sont-ils

LA NATION

Rédacteur responsable: Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration: Place Grand-Saint-Jean 1 Case postale 6724, 1002 Lausanne Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h) Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch

ICM Imprimerie Carrara, Morges

maîtres encore de leur décision ultime? Et par conséquent responsables? Et pour ceux que la vie a dépouillés progressivement de leur entourage familier, que des infirmités isolent du monde ambiant, une existence désormais morne et sans aucun événement, n'est-elle pas aussi au-dessus d'une endurance humaine normale?

Comment qualifier alors les actes commis, ou parfois seulement décidés sans pouvoir être exécutés? Et quelle est la parenté entre toutes ces situations pour les englober toutes sous le même vocable? On peut comprendre la révolte de ceux qui ont vécu des drames semblables chez des proches, ou dont l'imagination est plus vive que chez les théoriciens de la morale, et qui sont blessés un jugement jugé immérité.

Il y a le recours possible à une morale moderne, plus souple que l'opinion traditionnelle. La civilisation européenne contemporaine est héritière, dit-on, de plusieurs sources: la Grèce classique, la religion juive et chrétienne, enfin les Lumières. Il n'est plus question d'appuyer ses certitudes sur des présupposés d'une autre époque; la morale est relative à la conscience personnelle, ce n'est plus un code révélé imposé de l'extérieur à l'homme.

Mais la difficulté est alors qu'on ne peut plus définir le sujet dont on traite, puisqu'il est variable selon les circonstances; quelle est la signification de l'expression «suicide, péché mortel» si toutes ses réalisations concrètes diffèrent selon les lieux et les personnes?

«Tout domaine de l'être contient certaines déterminations fondamentales, qui

fondent sa spécificité et le délimitent par rapport au reste. Dès que la pensée cherche à saisir un tel domaine spéculativement, elle isole ces déterminations fondamentales et obtient ainsi les données préalables de tous les énoncés possibles au sujet des objets propres à ce domaine. Ces présupposés ou catégories sont universellement nécessaires.» (Romano Guardini, L'essence du christianisme). La réflexion discursive est donc justifiée et indispensable, dans un premier temps pour comprendre la chose dont il est question (ici le suicide, le péché), et pour la qualifier dans sa valeur humaine. Mais en parler à propos d'une personne réelle, c'est en plus autre chose, c'est reporter sur elle des pensées, des affirmations, qui proviennent d'un raisonnement théorıque, qui de par sa nature ne peut tenir compte de l'ensemble de la situation concrète. Car il est impossible de connaître toutes les causes, motifs et circonstances innombrables à l'origine de

chaque acte humain, même simple; d'autre part, comme le compte final de notre vie aura lieu après la fin de l'Histoire, ce sera pour tous une révélation; aucun de nous ne connaîtra le verdict avant ce moment. «Chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait» et «chaque fois que vous ne l'avez pas fait à l'un de ces plus petits, c'est à moi que vous ne l'avez pas fait». Et Romano Guardini ajoute ici: «La mesure du jugement, ce n'est donc pas la "miséricorde", la "valeur", la "catégorie morale", c'est en dernière analyse non pas "le bien" ou "le devoir", mais Lui», qui nous sera révélé alors aussi.

C'est donc l'emploi de ce terme de «suicide-péché» qui doit être pesé de façon à respecter le vécu humain; il devrait garder le sens d'avertissement, et non de jugement.

GEORGES PERRIN

Rosebud et la FAO

La Feuille des avis officiels du Canton de Vaud contient parfois des juxtapositions curieuses, comme le numéro 72 du 7 septembre 2012.

La page une de ce journal un brin austère contient un communiqué officiel du Conseil d'Etat, intitulé «Reconstruction du parlement: votation en mars, sur un projet amélioré».

En page trois, le Service cantonal des communes et des relations institutionnelles annonce l'aboutissement de la demande de référendum populaire «contre le décret du 12 juin 2012 accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de 15'570'000.- destiné à financer la reconstruction du parlement vaudois», avec 16'289 signatures valables.

Enfin, en page sept, Madame la Présidente du Tribunal d'arrondissement de La Côte transmet un avis à «ROSEBUD HERITAGE SA, siège à Vich, actuellement sans domicile connu».

En voilà une bonne idée: délocalisons le projet Rosebud, lauréat du concours d'architecture du parlement vaudois, à Vich!

La médaille d'or de l'écologie

Au siècle de l'écologie universelle, nous autres consommateurs sommes séduits, gâtés, choyés par les producteurs et distributeurs, petits et grands, de produits alimentaires. Nous fascinent le bio, pour lequel on est prêt à payer plus, le respect des normes du développement durable, la garantie d'une fraîcheur «incroyable» des fruits et légumes, sans parler de la date de ponte affichée sur chaque œuf, où ne manque que l'indication du lieu d'origine, que toutefois on trouvera sur le carton (mais si c'est «de la région», est-ce le Gros-de-Vaud ou le Danemark?). Quant aux tomates vendues au détail, une étiquette sur chacune d'elles mentionnant la date et le lieu de la cueillette n'y figure pas encore et l'on comprend pourquoi, si belles et brillantes, elles n'ont plus aucun goût, comme d'ailleurs les fraises d'Andalousie si séduisantes au regard, mais «forcées» sous serre.

On admire que sur chaque pomme «Jazz» se trouve l'étiquette mentionnant qu'elle vient de Nouvelle-Zélande mais, pour les motifs que l'on connaît, on ne trouvera jamais l'étiquette «Israël» sur un pamplemousse et l'on doit présumer qu'il vient de Floride.

Dans tous les cas, on nous assure qu'il s'agit d'un commerce «équitable», que le salaire «minimum» (non chiffré) des ouvriers équatoriens cueilleurs de bananes (vendues moins d'un franc pièce après 10000 km de voyage), des paysans kényans, égyptiens, marocains cueilleurs de haricots, est respecté, comme est contrôlé le respect de la Convention universelle

sur le travail des enfants, et que nous pouvons donc acheter avec la conscience tranquille. Nous savons bien sûr qu'acheter des produits de l'autre bout du monde lorsqu'on cultive chez nous les mêmes en saison est une hérésie et un péché écologique, mais, en sens inverse, on a la satisfaction, hypocrite bien sûr, d'aider ces pauvres producteurs du tiers-monde qui ne survivraient pas sans l'exportation.

Passons si vous le voulez bien au rayon des biscuits et, là, l'écolo qui someille en vous peut faire une découverte capable de l'émouvoir aux larmes. C'est le Sablé de Retz, le véritable, fabriqué à Saint-Michel-Chef-Chef (44 Loire-Atlantique, à l'ouest de Nantes, sur la rive sud de l'estuaire de la Loire, en face de Saint-Nazaire) par St-Michel, biscuiterie familiale depuis 1905, selon une recette créée en 1920 dans ladite commune au nom étrange.

La lecture de l'emballage est un enchantement. Tout d'abord, on apprend que les vingt sablés qu'il contient ont comme ingrédients de la farine de blé (64%), de la noix de coco (11%), du sucre, de l'huile de tournesol non hydrogénée, des poudres à lever, du carbonate d'acide d'amonium, du tartre de potassium et acide tartrique, du sel, du lait écremé en poudre, un émulsifiant (lécithine) et qu'ils sont fabriqués sur une ligne de production où sont utilisés des œufs et des fruits à coque. Suit un tableau complet des valeurs nutritionnelles moyennes (horizontalement valeur énergétique, protéines, glucides dont sucres, lipides dont acides gras saturés, fibres alimentaires, sodium; verticalement en trois colonnes, par 100 gr., pour le sablé, en % de RNU pour un sablé. Vous ne savez pas ce qu'est le RNU? L'emballage vous l'apprend bien sûr. Ce sont les repères nutritionnels journaliers pour un apport moyen de 2000 kcal pour un adulte (on ne donne pas le pourcentage pour un enfant ou adolescent). Le tout lisible sans loupe même pour un semi-malvoyant, ce qui est rare dans l'alimentation.

Ensuite, il nous est assuré que le produit est sans colorant, sans conservateur, sans huile de palme (ah!) ni matière grasse hydrogénée.

Jusque-là, me direz-vous, rien de vraiment exceptionnel. Mais attendez la suite.

«Un partenariat durable avec des agriculteurs français qui ont décidé de réserver leur blé à St-Michel, en promouvant de bonnes pratiques agricoles et environnementales:

Des blés 100% français (région Poitou-Charente et Pays de la Loire) pour limiter les déplacements.

Pas d'utilisation d'insecticides de stockage après récolte. Des parcelles éloignées de plus de 250 m. des voies de circulation pour limiter la pollution.»

Et maintenant le bouquet final:

«Le carton intérieur est en papier naturel 100% biodégradable, issu de forêts gérées durablement. Il est non blanchi pour limiter les traitements chimiques. Il protège les biscuits et leur goût inimitable.»

Cela m'a fait penser à Stradivarius allant choisir dans une forêt tyrolienne,

pour son atelier de Crémone, un sapin à couper par une nuit de pleine lune.

Entourées de tous ces renseignements nous donnant une haute idée de la politique de transparence de l'entreprise, il y a trois petites photos, la première, en noir et blanc, montrant un bâtiment qui était sans doute le siège de la fabrique dans les années vingt, la deuxième un agriculteur probablement fournisseur devant son champ de blé, et la troisième un panneau d'entrée dans la localité sur lequel est imprimé en noir sur blanc, avec un entourage rouge, comme partout en France, le nom de Saint-Michel-Chef-Chef, pour celles et ceux qui croiraient encore que ce nom est un gag.

Pour toute remarque ou idée, il ne faut pas hésiter à écrire à St-Michel Biscuits, service consommateurs, 8 rue du Chevrier, F-44730 Saint-Michel-Chef-Chef. L'adresse internet est www.stmichel.fr.

Un léger doute pourrait subsister sur la nature chimique exacte de l'emballage extérieur. Mais il n'y a pas à dire, c'est vraiment ce que l'on appelle la production responsable. Cela mérite une médaille d'or aux jeux écologiques mondiaux.

ALEXANDRE BONNARD

P.S.: Pour celles et ceux qui désirent en savoir plus, notamment sur le volume de la production, le chiffre d'affaires, le bénéfice brut et net annuel, la composition du conseil d'administration et du conseil de direction, la composition de l'actionnariat et la valeur actuelle des actions (s'il y en a), il y a le site internet, il y a Google, Facebook, etc.

Revue de presse

La chronique de Jean-François Kahn dans *L'Hebdo* du 13 septembre («Peut-on gouverner avec tous les médias contre soi?») nous parle des difficultés du gouvernement de François Hollande qui a contre lui par principe toute la presse de droite, mais

Se libérer de l'angélisme originel

aussi celle de gauche:

[...] Nos socialistes sont inguérissables, mais sur deux points ils ont évolué dans le bon sens: ils ont – ce n'était pas trop tard – pris conscience de l'importance des problèmes de sécurité et d'émigration. Ils ont commencé à se libérer de leur angélisme originel. De leur «laxisme», comme dit la droite.

Or, restée profondément néosoixante-huitarde, la presse de gauche, sauf peut-être Le Nouvel Obs, n'est pas du tout sur cette longueur d'ondes. Elle leur fera payer cher cette évolution, qu'elle considère comme une trahison

Une partie des responsables socialistes suisses, en particulier les municipaux lausannois, semblent suivre la même évolution que les chefs socialistes français. Comment les militants et un certain nombre de journalistes qui puisent leurs idées aux mêmes sources idéologiques vont-ils réagir face à cette tentative d'abandonner «l'angélisme originel»? Intéressant à observer.

E. J.

Quelle confiance?

La désertion de son poste du Municipal lausannois responsable de la police inspire à Marie-Hélène Miauton ce commentaire, publié dans *Le Temps* du 14 septembre:

L'incivilité à Lausanne n'est plus le seul fait de ses noctambules cocaï-

nomanes avinés mais aussi de ses édiles! L'un d'entre eux, plus chatouilleux sur les critiques que sur le sens des responsabilités, vient de décréter que le boulot d'assurer la sécurité dans les rues de la capitale, il n'en veut plus. Parfait, pensez-vous, qu'il démissionne! Où avez-vous la tête? Il ne veut pas quitter le tendre fromage où le peuple l'a légitimement installé, 20 000 francs par mois de salaire! Non, il veut choisir son travail à la carte: d'accord pour le contrôle des habitants ou pour les sports, mais la police, que les autres s'en chargent!

[...] Soyons clairs: jamais le Conseil municipal lausannois n'aurait dû accepter ce coup de force ni procéder aux rocades qui furent annoncées, car seule une démission était tolérable. Mais la majorité en place n'avait pas la moindre envie d'une élection complémentaire qui, dans le contexte actuel, ne lui aurait sans doute pas été favorable. Ce pourquoi elle a cédé au diktat de son représentant d'extrême gauche et précisant lui garder toute sa confiance (sic) [...]

Une illustration de plus que le bien commun n'est pas compatible avec le gouvernement des partis.

Ph. R.

Aménagement du territoire

24 heures du 14 septembre publie une réflexion du député Jacques Haldy au sujet de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT) adoptée par les Chambres fédérales en juin dernier. L'auteur appuie la double demande de référendum (50 000 citoyens et huit cantons), et fonde son opposition à cette loi sur trois aspects:

le fédéralisme, l'économie et la garantie du droit de propriété. Nous retenons ici les deux derniers:

[...] La demande de référendum populaire est aussi motivée par les innovations contenues dans la loi, en particulier la contribution de plusvalue d'un montant de 20% au minimum. Il s'agit par là de taxer les propriétaires dont les terrains sont colloqués en zone à bâtir. Cette innovation est inutile et néfaste.

Inutile tout d'abord, car il existe déjà l'impôt sur les gains immobiliers [...] Néfaste ensuite parce que, en ces temps où il convient de favoriser la construction de logements, une telle mesure aurait pour effet d'augmenter le prix des terrains et donc de décourager les investisseurs.

Il est d'autre part évident que le propriétaire va négocier le prix de vente en tenant compte de cette imposition, qui sera finalement reportée sur l'acquéreur, puis ses locataires. Il s'agit ainsi d'un vrai boomerang ayant pour effet d'augmenter le prix des logements et des loyers. Le Grand Conseil a d'ailleurs refusé une telle mesure.

La réforme de la LAT prévoit en outre la possibilité d'imposer au propriétaire une obligation de construire sur son terrain, ce qui constitue une atteinte particulièrement grave au droit de propriété [...]

Sous quelque angle qu'on la regarde, cette loi est inacceptable. Elle est sphériquement inadmissible.

Ph. R.

Anniversaire

Cette semaine, nous avons le plaisir de saluer les 80 ans d'un de nos collaborateurs réguliers, M. Jean-Jacques Rapin. Depuis longtemps, nos lecteurs apprécient les articles vigoureusement engagés de ce généreux défenseur de notre pays. Nous saisissons cette occasion pour remercier chaleureusement

M. Rapin de ses nombreuses contributions, offertes dans un esprit d'humilité remarquable: un colonel redevient soldat en se pliant aux exigences, aux fantaisies, et parfois aux cafouillages des rédacteurs en chef. Alors merci et joyeux anniversaire, M. Rapin!

Réd.

Votations du 23 septembre 2012

Arrêté fédéral sur la promotion de la formation musicale des jeunes:

NON

Initiative populaire «Sécurité du logement à la retraite»:

OUI

Initiative populaire «Protection contre le tabagisme»:

NON

29e année

8 septembre 2012 - N° 11

LA DÉTORATION ILA DÉTORATION DE LA DESTACION D Journal <u>Sans</u> avenir

Journal publié à l'occasion de l'abbaye de la Ligue vaudoise, le samedi 8 septembre 2012 à Valeyres-sous-Rances

Ce journal n'a plus de prix

Lutter contre la fin dans le monde

L'invention de la bombe atomique, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, devait inexorablement conduire à un conflit nucléaire majeur qui allait faire disparaître l'humanité. Toutefois, à l'heure où nous mettons sous presse, cela ne s'est pas encore produit.

Le bug de l'an 2000, en provoquant la chute des satellites et des ascenseurs et l'arrêt des ordinateurs et des lave-vaisselle, devait entraîner la fin du monde. On découvrit le 1er janvier que cela n'avait pas marché.

Plus récemment, la mise en service du grand collisionneur de particules du CERN devait faire jaillir un trou noir gigantesque capable d'engloutir l'univers. Mais lorsque l'installation, après de nombreux réglages et plusieurs mois de retard, a enfin fonctionné, le résultat attendu ne s'est pas produit.

On rappellera encore que la fumée passive, si l'on en croit les statistiques établies par les militants anti-tabac, cause une quantité si phénoménale de décès que la population mondiale, mathématiquement, devrait atteindre aujourd'hui un nombre largement négatif. Or la réalité, en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, s'obstine à tenir tête à la science.

Nouveau départ vers une proche arrivée

Après cette longue suite d'échecs de la technologie occidentale moderne, les Mayas ont décidé de repartir sur des bases plus traditionnelles et plus solides. Ils nous proposent aujourd'hui une fin du monde fondée sur leurs savoirs ancestraux, une apocalypse résolument naturelle, biologique et respectueuse des générations futures. Les détails de l'événement n'ont pas encore été dévoilés mais on en connaît au moins le jour: vendredi 21 décembre 2012. La date est irréfutable et remonte à la plus haute antiquité. Elle correspond à la fin des cinq mille cent vingt-cinq années d'un cycle du compte long du calendrier maya. Tout cela est heureusement expliqué dans un article de soixante et un mille signes - soit vingt et une pages d'un document standard – publié sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia («Prédictions pour décembre 2012»).

Ainsi, selon le calendrier maya l'Abbaye de la Ligue vaudoise en 2012 sera la toute première à ne pas avoir d'édition ultérieure.

La peur juridique du vide

Face à cette imminence, le Conseil fédéral s'est inquiété d'un éventuel vide juridique et a décidé de soumettre au Parlement un projet de loi fédérale sur la fin du monde (LFiMo). La large procédure de consultation préalable menée le 12 août entre 6h45 et 7h30 a débouché sur un large consensus des milieux intéressés. Les représentants de l'UDC, notamment, ont souligné avec satisfaction que la fin du monde devrait coïncider avec celle du Parti bourgeois démocratique, tandis que les libéraux-radicaux, soucieux que la leur ne survienne pas plus tôt, ont approuvé la date du 21 décembre. Les démocrates-chrétiens ont salué un projet qui ne discrimine pas les familles, et les écologistes ont rappelé qu'ils avaient été les premiers au monde à annoncer sa fin. Seuls les socialistes ont émis des réserves au motif que la proposition du Conseil fédéral ne prévoit aucune taxation des hauts revenus et ne précise pas formellement si le secret bancaire sera aboli.

La presse, dans son ensemble, a accueilli favorablement cette idée, rappelant que la Suisse ne peut plus se payer le luxe de conserver vingt-six définitions différentes de la fin du monde; et que, face à l'absence d'une conception globale, l'Union européenne durcit le ton et s'impatiente de plus en plus.

Parmi les réactions émanant de la société civile, on notera la vibrante interview accordée au quotidien 24 dernières heures par le docteur Jérôme Sobel; celui-ci affirme avec détermination que c'est le tout dernier moment pour agir si l'on veut garantir à chacun le choix d'une mort digne.

Non possumus

La Ligue vaudoise ne saurait rester étrangement muette sur un projet qui influencera durablement la répartition des compétences au sein de l'alliance confédérale. Fermement

fidèle à ses principes, elle se place résolument dans la perspective du long terme et de l'avenir de la communauté. Certes, la fin du monde peut apparaître

comme une occasion de démontrer les carences de la démocratie partisane, de revivifier un fédéralisme moribond, de réduire la législation fédérale, de supprimer l'impôt fédéral direct, l'école vaudoise en mutation et le processus de Bologne. Beaucoup des lecteurs de La Détonation seront certainement séduits, pensant que «ça ne pourra pas être pire que la situation actuelle» et qu'«il faut sans doute bien ça pour redresser un peu la situation ».

Pourtant, la politique du pire ne saurait constituer une option valable; car personne ne peut dire avec certitude si les choses iront mieux ou moins bien lorsqu'elles n'existeront plus. En outre, et c'est là un argument décisif, on ne peut admettre que la fin du monde soit imposée au Pays de Vaud par la Confédération, elle-même ayant abdiqué sa souveraineté face aux Mayas. La fin du monde doit être vaudoise ou ne pas être.

Cette vision pervertie de la subsidiarité, qui induit une intervention centralisatrice dépourvue de base constitutionnelle, nous conduit à refuser catégoriquement le projet de LFiMo. Nous soutiendrons le référendum contre la fin du monde.

MARCEL PLUJAMEY

« Si je suis élu comme le plus

grand des Vaudois, je vous promets une politique résolument tournée vers le passé!»

vous voulez plus de **FÉDÉRALISME** et moins de DÉMOCRATIE?

www.24dernieresheures.ch

Printemps vaudois

Cet automne marque le lancement du «Printemps vaudois». Les forces jeunes de La Nation convergent vers la cantine de Valeyressous-Rances aux cris de: «Bosons moins pour gagner plus!», «Halte à la féminisation rampante du gouvernement!», «Pour moi et contre toit!» Exceptionnellement, cette révolution ne

bénéficie d'aucun soutien de la CIA - qui a envoyé ses armes par erreur à la République du Vanuatu plutôt qu'au Canton de Vaud - ni des milieux islamistes - qui affirment que le régime actuel leur convient déjà parfaitement. Seul Franz Weber a promis son aide, à condition que rien ne change en Lavaux.